



MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET EUROPÉENNES

*Le Secrétaire d'État
chargé des Affaires européennes*

Paris, le 22 SEP. 2009

SECAE/DB/nm/N° 706

Monsieur le Président,

Cher Pierre,

En application de l'article 88-4 de la Constitution, le Secrétariat général du Gouvernement a transmis au Parlement français les textes suivants :

E 4739 : « Projet de décision de la Commission modifiant la décision 2007/589/CE afin d'ajouter des lignes directrices pour la surveillance et la déclaration des émissions de gaz à effet de serre résultant du captage, du transport et du stockage géologique du dioxyde de carbone », et

E 4738 : « Projet de décision de la Commission concernant l'inclusion unilatérale par l'Autriche de gaz à effet de serre et d'activités supplémentaires dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission en application de l'article 24 de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil », le 16 septembre 2009.

Jusqu'en 2013, les États membres peuvent inclure de façon unilatérale les activités de captage, de transport et de stockage géologique du CO₂ dans le système communautaire d'échange de quotas (SCEQE ou ETS en anglais) en vertu de l'article 24, paragraphe 1, de la directive 2003/87/CE. Il convient dès lors de modifier la décision 2007/589/CE définissant des lignes directrices pour la surveillance et la déclaration des émissions de gaz à effet de serre afin d'y inclure les activités de captage, de transport et de stockage géologique du CO₂, non prévues jusqu'alors.

Conformément à l'article 24 paragraphe 1 de la directive 2003/87/CE instaurant un marché du carbone (directive ETS), l'Autriche souhaite dès que possible mettre en œuvre cette disposition pour le protoxyde d'azote (N₂O). Cette décision est sans incidence sur les autres États membres, une réserve de la France pourrait être mal perçue.

Monsieur Pierre LEQUILLER
Président de la Commission en charge des affaires européennes
Assemblée Nationale

E 4746 : « Proposition de décision du Conseil relative à l'établissement de la position de la Communauté à adopter au sein de la Commission pour la conservation du thon rouge du Sud », le 16 septembre 2009 et

Com(2009)474 : « Proposition de décision du Conseil relative à l'établissement de la position de la Communauté à adopter au sein de l'Organisation des pêches de l'Atlantique du Sud-Est », le 18 septembre 2009.

Conformément à l'article 300, paragraphe 2, deuxième alinéa, du traité CE, les positions à prendre au nom de la Communauté dans les organisations régionales de gestion de la pêche, lorsqu'elles sont appelées à adopter des décisions ayant des effets juridiques, à l'exception des décisions complétant ou modifiant leur propre cadre institutionnel, doivent être décidées par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission.

Eu égard à cette obligation, et à la suite de décisions similaires du Conseil ainsi que de propositions de la Commission européenne pour d'autres organisations régionales de gestion de la pêche, la Commission européenne propose les décisions susmentionnées visant à établir la position de la Communauté à adopter au sein de la Commission pour la conservation du thon rouge du Sud et de l'Organisation des pêches de l'Atlantique du Sud-Est. Dans un souci de cohérence, ces deux décisions suivent la même approche que celle suivie pour d'autres organisations régionales de gestion de la pêche.

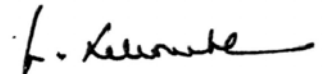
La Commission pour la conservation du thon rouge du sud et l'Organisation des pêches de l'Atlantique du Sud-Est se réunissant à partir du 5 octobre 2009, il est nécessaire que la position de la Communauté soit établie par le Conseil avant cette date.

Alors que ces projets d'actes communautaires se trouvent être en cours d'examen devant le Parlement, il n'est pas prévu d'examen par votre Commission des affaires européennes avant leur adoption au Conseil « Compétitivité » des 24 et 25 septembre 2009.

En conséquence, je vous remercie de bien vouloir examiner ces textes selon la procédure d'urgence, afin que la délégation française soit en mesure de prendre position lors de ce Conseil.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

En très amiti,



Pierre LELLOUCHE

COMMISSION CHARGÉE
DES AFFAIRES EUROPÉENNES

Le Président

D89/JPG/GB

Paris, le 22 septembre 2009

Monsieur le Ministre,

Par lettre du 22 septembre 2009, vous avez saisi la Commission d'une demande d'examen en urgence des textes suivants, ceux-ci devant être adoptés lors du Conseil « Compétitivité » des 24 et 25 septembre prochains :

- **document E 4746** : « Proposition de décision du Conseil relative à l'établissement de la position de la Communauté au sein de la Commission pour la conservation du thon rouge du Sud » ;

- **document E 4751** : « Proposition de décision du Conseil relative à l'établissement de la position de la Communauté au sein de l'Organisation des pêches de l'Atlantique du Sud-Est » :

Ces propositions de décisions du Conseil sont relatives à l'établissement de la position de la Communauté au sein de la Commission pour la conservation du thon rouge du Sud et de l'Organisation des pêches de l'Atlantique du Sud-Est.

En effet, même si la France n'a pas d'intérêts directs de pêche dans le cadre de ces deux organisations, elle soutient néanmoins ces propositions de décisions dans la mesure où ces projets de mandats sont conformes aux positions générales défendues par la Communauté dans les différentes Organisations Régionales de Pêche auxquelles la Communauté est partie ;

- **document E 4738** : « Projet de décision de la Commission du concernant l'inclusion unilatérale par l'Autriche de gaz à effet de serre et d'activités supplémentaires dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission en application de l'article 24 de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil » :

Le projet de décision prévoit l'approbation de l'inclusion par l'Autriche dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission des émissions de protoxyde d'azote liées à la production d'acide nitrique. La Commission européenne estime que cette inclusion aura pour effet de réduire ces émissions à un niveau inférieur à celui résultant de l'application de la directive sur les pollutions industrielles (directive IPPC) à laquelle les installations industrielles produisant de l'acide nitrique sont déjà soumises ;

Monsieur Pierre LELLOUCHE
Secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes
37 quai d'Orsay
75351 PARIS CEDEX 07

- **document E 4739** : « Projet de décision de la Commission modifiant la décision 2007/589/CE afin d'ajouter des lignes directrices pour la surveillance et la déclaration des émissions de gaz à effet de serre résultant du captage, du transport et du stockage géologique du dioxyde de carbone » :

Le paquet « énergie-climat » prévoit d'inclure le captage et le stockage géologique du dioxyde de carbone dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission à partir de 2013. Avant cette échéance, les Etats membres peuvent inclure unilatéralement ces activités dans le système communautaire. Le projet de décision vise à adopter des lignes directrices pour la surveillance et la déclaration de ce type d'émissions.

Bien que n'ayant pu consulter la Commission, je crois pouvoir affirmer que ces quatre textes ne paraissent pas susceptibles de soulever de difficultés particulières. Le Gouvernement peut donc considérer que la Commission les approuve.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de ma parfaite considération.

Pierre LEQUILLER

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Lequiller', written in a cursive style.